Solidaires

Sud Recherche EPST

18 octobre : En grève et dans la rue ? Ça dépend de nous !

Les chantiers de démolition présidentiels

Protection sociale : L'instauration des franchises médicales est un moyen de faire porter sur les malades la responsabilité du « trou de la sécurité sociale ». Dans le même temps la Cour des Comptes montre que 3 Milliards d'euros ont été perdus en raison du régime des stock-options. On cherche à culpabiliser les malades alors que l'argent existe ! Déjà, des patients atteints de maladies graves de longue durée doivent arbitrer entre se soigner et se nourrir.

Retraites : Le duo Sarkozy / Fillon nous prépare un nouveau recul pour tous les salariés, notamment l'allongement à 41 annuités pour tous, annoncé pour 2012, et l'alignement des régimes fonction publique (calcul de la retraite sur les 25 « meilleures années » au lieu des « six derniers mois »). Mais il ne peut décemment pas le faire tant que subsistent encore des régimes plus avantageux : les régimes dits « spéciaux » des personnels de la RATP, de la SNCF, d'EDF, de GDF, qui constituent un obstacle sur sa route… Ce ne sont pas seulement les salariés de ces entreprises publiques qui ont intérêt à sauvegarder leurs systèmes de retraites mais tous les salariés, pour lesquels ils constituent un rempart contre une nouvelle vague de reculs sociaux ! La conséquence de cette réforme sera à terme une diminution drastique du niveau des pensions, puis le passage à la retraite par capitalisation rêvée par Mme Parisot, alors que déjà nombre de « petits retraités » sont au bord de la misère.

Fonction Publique : Les annonces successives de N. Sarkozy et F. Fillon avant l'ouverture de la « Conférence sur la Fonction Publique » (un bon fonctionnaire est un fonctionnaire qui part vers le privé !), le Projet de Loi de Finances 2008 (avec ses 23000 suppressions d'emplois) confirment que la réduction massive des missions et des effectifs de fonctionnaires est plus que jamais à l'ordre du jour. Cette politique signifie une aggravation des conditions de travail dans la FP, moins de service public pour les usagers et citoyens, moins d'emplois pour les jeunes – et notamment les étudiants.

Rémunérations : Le gouvernement prépare une suppression du statut de fonctionnaire, avec des contrats signés de gré à gré entre un salarié et son employeur, comme c'est déjà le cas pour quelques CDD dits de haut niveau et certains détachements sur contrats. Cela prépare l'individualisation généralisée de la rémunération. Une fois de plus, cela profitera à quelques privilégiés au détriment du plus grand nombre. En attendant, on nous promet la généralisation de la rémunération au « mérite », qui a déjà (avec l'augmentation du volume de la PPRS et de l'ISFIC[1]) des effets de mise au pas des agents et des responsables intermédiaires.

Recherche et Enseignement Supérieur : La «Loi Programme Recherche » votée en avril 2006 et la loi « Liberté et Responsabilités des Universités » votée au mois d'août dernier organisent la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche et des statuts de leurs personnels :

- Mise en concurrence des labos, des équipes, des individus ;
- Asservissement aux intérêts économiques ;
- Institutionnalisation du recours à l'emploi précaire et hors statut ;
- Réduction ou contournement des espaces de dialogue social et des instances ;
- Volonté de réduire les organismes de recherche à de simples agences de moyens, (le CNRS serait contraint, comme l'IRD l'an dernier de céder aux universités le contrôle de ses unités mixtes et de leurs personnels)…

Résultat ? En 2008, un projet de budget pour la Recherche et l'Enseignement Supérieur sans aucune création d'emplois statutaires dans le public… mais avec une augmentation de 16 % des crédits de l'ANR et de 50 % des dépenses fiscales en faveur des entreprises[2].

Il faut combattre cette politique avant qu'il ne soit trop tard !

[1] Respectivement Prime de Participation à la Recherche Scientifique pour les Ingénieurs et Techniciens et Indemnité Spécifique de Fonction d'Intérêt Collectif pour quelques responsables scientifiques ou administratifs.

[2] Crédit d'Impôt Recherche et autres exonérations

Le 18 octobre : stop ou encore ?

Les salariés subissent objectivement de graves attaques et ont toutes les raisons de protester et d'essayer d'y mettre le holà… Le rôle des syndicats c'est d'alerter les personnels, de leur offrir la possibilité d'exprimer collectivement leur mécontentement par les rares moyens légaux à leur disposition (grève, manifestations), mais c'est aux salariés qu'il appartient de s'en saisir ou non…

C'est pourquoi SUD-Recherche-EPST appelle les personnels à se mobiliser le 18 octobre :

- **organiser des Assemblées Générales à cette occasion pour discuter de la situation et de tout ce qui se prépare ;**
- **discuter et décider de modalités d'action allant jusqu'à la grève ;**
- **participer aux manifestations et rassemblements en convergence avec les salariés des autres secteurs ;**
- **participer aux rassemblements devant les délégations régionales du CNRS à l'occasion de son CA**

Contre la disparition programmée des EPST et des statuts de titulaires, contre le développement des emplois en CDD et des rémunérations « à la carte »,

Pour le respect et l'amélioration des statuts de titulaires,

Pour la mise en place d'un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires à hauteur des besoins, à tous les niveaux de qualification,

Pour un plan d'intégration des précaires,

Pour un contrat de travail pour tous les doctorants,

Pour l'amélioration des salaires et des carrières des personnels,

Pour la défense de nos retraites et du code des pensions, pour des conditions de rachat plus favorables des années d'études,

Pour un service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche de qualité répondant aux besoins de toute la population.

Ça commence le 18 octobre …!